



Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération

78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2018-819

08/11/2018

Date de mise en application : 08/11/2018

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 10

Objet : Appel à candidatures : 10 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2^{ème} cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence Française pour la Biodiversité :

- 1 poste de chargé de mission « Gestion de programmes de financement » (catégorie A) (H/F) à Vincennes (94).

Date limite de candidature : 01 décembre 2018.

- 1 poste de chef de service adjoint gestion administrative et paie (catégorie A) (H/F) à Pérols (34).

Date limite de candidature : 01 décembre 2018.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement, et du travail (ANSES) :

- 1 poste de chef de service des moyens généraux (H/F) (CDI Cat 2 ou Tit A) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 23 novembre 2018.

- 1 poste d'adjoint au chef d'unité ETPR (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 23 novembre 2018.

- 1 poste d'informaticien – analyste programmeur EDI (H/F) (CDD cat 2 de 9 mois) à Lyon (69).

Date limite de candidature : 15 novembre 2018.

- 1 poste de chef de projet AMOA en SI (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 23 novembre 2018.

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de gestionnaire d'application informatique – CIDR (H/F) (catégorie B) à Lyon (69).

Date limite de candidature : 30 novembre 2018.

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage :

- 1 poste de secrétaire administratif (F/H) (Catégorie B) à Gières (38).

Date limite de candidature : 21 novembre 2018.

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de chargé de mission aménagement et gestion à Cayenne (Guyane)

Date limite de candidature : 11 novembre 2018.

Parc national des Écrins :

- 1 poste de chargé de mission Grand Tour des Écrins (H/F) à Gap (05).

Date limite de candidature : 03 décembre 2018.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

| | |
|--------------------------------------|--|
| Classification : | Catégorie A |
| Fonction : | Chargé de mission « Gestion de programmes de financement » (h/f) |
| Affectation : | Direction de l'Appui aux Politiques Publiques/Département des Stratégies Nationales, Européennes et Internationales/ Services « Partenariats et programmes nationaux » |
| Positionnement hiérarchique : | Sous la responsabilité du Chef du service « Partenariats et programmes nationaux » |
| Résidence administrative : | Vincennes (94) |
| Conditions d'emploi : | Emploi permanent à pourvoir à temps complet |

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1^{er} janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Le département des stratégies nationales, européennes et internationales, et en son sein le service des programmes et partenariats nationaux, sont chargés de coordonner l'action de l'établissement sur différents programmes de financement. C'est notamment ce service qui assure la mise en œuvre administrative et financière du plan Ecophyto II (41 M€ par an) pour lequel l'AFB est mandaté. , dont celui qui concerne les Atlas de la biodiversité communale (ABC) ou le programme « Mon projet pour la planète ».

Description du poste :

Mission :

Gérer les programmes de financement dont le DSNEI, et en particulier le SPPN, à la charge en assurant le suivi administratif et financier de ces programmes. La majeure partie du temps sera consacré au programme Ecophyto II (environ 75 %), le reste étant partagé entre les différents autres programmes du DSNEI.

Cette mission sera menée en lien fort et en appui des chargés de mission responsables de la conduite stratégique des programmes concernés ainsi qu'avec les agents de la Mission Programme et Partenariats de la Direction de l'Appui aux Politiques Publiques.

Coordonner :

- Le suivi budgétaire et financier des programmes (programmation budgétaire, contrôle de gestion, analyse et rapportage...);
- Le suivi du processus de conventionnement ;
- La préparation des réunions internes et de gouvernance à l'Agence (commission des interventions, conseil d'administration...);
- Les échanges avec les partenaires extérieurs sur les missions qui le-la concernent (dont le Ministère en charge de la biodiversité).

Activités principales :

Suivi budgétaire et contrôle de gestion :

- Préparer des budgets prévisionnels, primitifs et rectificatifs,
- Suivre la consommation budgétaire, notamment afin d'exercer un rôle d'alerte interne,
- Réceptionner et traiter les livrables et demandes de paiements,
- Préparer des documents sur ces points pour la Commission des Interventions et le Conseil, d'administration de l'AFB (dont les fiches de description des projets et les tableaux financiers),
- Tenir des tableaux de bord et des indicateurs de suivi,
- Proposer et mettre en œuvre un suivi analytique des opérations, dont tout tableau de bord,
- Suivre les outils de gestion et proposer des améliorations quant à ces outils,
- Produire le rapport annuel d'activités du service sur les sujets concernés par le poste,
- Suivre et vérifier les bases de données financières et juridiques,
- Actualiser le règlement d'attribution des aides Ecophyto, en lien avec les règles de l'AFB.

Conventionnement :

- Echanger avec les bénéficiaires pour la rédaction des conventions,
- Préparer les commissions des interventions et les conseils d'administration de l'AFB,
- Suivre le processus de conventionnement, notamment afin d'exercer un rôle d'alerte interne.

Relations liées au poste

Relations internes :

- Chargés de mission en charge des programmes de financement au sein du DSNEI, et plus particulièrement la responsable du programme Ecophyto II,
- Mission Programmation et Partenariats de la Direction de l'Appui aux Politiques Publiques,
- Secrétariat général.

Relations externes :

- MTES/DGALN/DEB (notamment en tant que co-pilote du plan Ecophyto II),
- MAA/DGAL sur Ecophyto II,
- Partenaires des programmes,
- Porteurs de projets financés.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Gestion administrative et budgétaire au sein d'établissements publics,
- Contrôle de gestion et analyse financière,
- Gestion et amélioration de procédures financières et administratives des établissements publics.

Savoir-faire opérationnel :

- Développer et maintenir des relations professionnelles avec des acteurs diversifiés,
- Proposer des solutions et préparer la décision,
- Analyser des informations et des données budgétaires,

- Rédiger des comptes rendus, des synthèses, des analyses,
- Maîtriser l'outil informatique.

Savoir-être professionnel :

- A l'écoute,
- Dynamique,
- Rigoureux,
- Sociable.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DSNEI/AGPF/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 01/12/2018

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI du quasi-statut de certains établissements de l'environnement

| | |
|--------------------------------------|--|
| Classification : | Catégorie A |
| Fonction : | Chef de service adjoint gestion administrative et paie (h/f) |
| Affectation : | Secrétariat général - Département ressources humaines – Service gestion administrative et paie |
| Positionnement hiérarchique : | Sous l'autorité du chef de service gestion administrative et paie |
| Résidence administrative : | Pérols (34) |
| Conditions d'emploi : | Emploi permanent à pourvoir à temps complet |

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité (AFB) crée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins. Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'AFB est composée de 1200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'AFB s'articulent au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction de la communication et d'un secrétariat général.

Le département des ressources humaines est composé de près de 40 agents et comprend :

- le service de la gestion administrative et de la paie,
- le service de la politique de l'emploi et des compétences,
- le service de la politique sociale et des conditions de travail,
- la mission d'expertise juridique.

Le service de la gestion administrative et de la paie est chargé d'assurer toutes les missions relatives à la gestion administrative et à la réalisation de la paie des agents de l'AFB et des établissements rattachés que sont les 10 établissements des parcs nationaux, en veillant à ce que ces missions soient réalisées en respect de la réglementation.

Description du poste

Conduire et assurer la gestion de l'ensemble des dossiers relatifs à la gestion administrative et à la paie des agents de l'AFB.

Activités principales :**1. Assurer un appui au chef de service en :**

- Assurant l'intérim du chef de service dans l'encadrement de l'équipe et en l'appuyant sur l'ensemble des missions et projets du service,
- assurant l'encadrement hiérarchique des agents affectés au pôle Paie AFB.

2. Coordonner l'activité du pôle GAP AFB en :

- assurant les relations inter services au sein de l'établissement,
- pilotant le suivi de tous les dossiers transversaux ayant un impact sur la paie,
- garantissant la qualité des échanges avec l'Agence comptable et répondant aux contrôles thématiques qu'elle initie.

3. Apporter un appui au pilotage de l'activité en :

- concevant, développant, mettant en place et actualisant des outils de suivi et d'échange,
- veillant sur l'évolution de la législation,
- effectuant une veille sur l'application des obligations légales,
- réfléchissant aux modes de communication auprès des agents de l'AFB sur les évolutions réglementaires.

4. Traiter de toutes questions relatives aux charges sociales en :

- s'assurant que les charges sociales sont déclarées et que les ordres de paiement sont émis dans les délais,
- assurant le lien avec les organismes sociaux.

Relations liées au poste

Relations internes

- Agents de l'établissement
- Correspondants CGRH
- Départements du Secrétariat général

Relations externes

- Partenaires institutionnels (Ministère de la Transition écologique et solidaire, services déconcentrés de l'Etat...)
- Agence comptable
- Organismes sociaux, mutuelles, CPAM, CARSAT...
- Fournisseurs du SIRH

Profil recherché

Expérience significative en gestion administrative et paie, ainsi qu'en management.

Compétences et qualités requises

Connaissances

- Très bonne connaissance de la réglementation relative à la gestion administrative et à la paie dans la fonction publique,
- Bonne connaissance de la structure et du fonctionnement de l'administration,
- Bonne maîtrise du SIRH,
- Excellente maîtrise des outils bureautiques.

Savoir-faire opérationnel

- Appliquer les dispositions réglementaires, les comprendre et savoir les expliquer,
- Rédiger des procédures et veiller à leur application,
- Rédiger des courriers administratifs,
- Utiliser le SIRH et les logiciels bureautiques,
- Rendre compte de son activité et de l'état d'avancement des dossiers à sa hiérarchie.

Savoir être professionnel

- Sens des relations humaines,
- Très bonnes qualités rédactionnelles,
- Rigueur, capacité d'analyse et de synthèse,
- Capacité à gérer, contrôler, évaluer
- Capacité à rendre compte de façon synthétique par écrit.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRH/PAIE/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 01/12/2018

| | |
|---------------------------|--|
| Poste à pourvoir | Chef de service des moyens généraux (H/F) |
| Catégorie d'emploi | Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A |
| Type de contrat | Contrat à durée indéterminée, détachement, affectation |
| Localisation | Maisons-Alfort (94) |
| Prise de fonction | Dès que possible |
| Rémunération | selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire. |

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien

Entité recruteuse

DIRECTION DES FINANCES
Service des moyens logistiques (SML)

Le SML est chargé d'assurer la logistique pour les directions et les laboratoires des sites de Maisons-Alfort et d'apporter son appui aux autres entités pour la gestion de leur logistique.

Au niveau de l'Agence, il est chargé du suivi des achats de carburants, d'assurance, de fournitures de bureau, de papier, de mobilier et de la gestion des parcs de véhicules et de photocopieurs pour l'ensemble des sites.

Le SML coordonne son activité avec le service exploitation maintenance (SEM) de la direction technique et informatique (DTI).

L'équipe est composée de 6 agents et d'une dizaine de prestataires externes (accueil, courrier, contrat multitechnique...).

Missions / contexte

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du Directeur des achats et Finances, le « Chef de service des moyens généraux » assure l'organisation, la supervision et la coordination du travail des agents et veille à la mise en œuvre des moyens logistiques, financiers et humains pour conduire l'activité.

A ce titre, son rôle sera de :

- Animer une équipe composée de cinq agents et d'une dizaine de prestataires sur site, notamment en conseillant et apportant un appui technique à l'équipe
 - Gérer l'ensemble de la logistique du siège dans le respect du code des marchés publics
 - Assurer la gestion des budgets
 - Fournir les éléments techniques nécessaires à l'élaboration des dossiers de marchés publics et effectuer les analyses techniques
 - Participer au processus de maintenance préventive et corrective des équipements, matériels, bâtiments ainsi que les travaux en partenariat avec la Direction Technique et Informatique (DTI),
 - Superviser la mise en place des salles, réagencement des bureaux / salles de réunions, installations lors d'évènements internes (séminaire, colloques, ...)
 - Gérer le parc automobile : suivi de l'évolution du parc, mise en œuvre de la politique d'entretien
 - Appliquer la procédure interne en matière de sous-traitance (recherche et sélection de prestataires adaptés aux travaux à confier, réception et validation des documents administratifs obligatoires),
 - Etre l'interlocuteur privilégié des Directions du siège
- Conditions particulières**
- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.
 - Port de charge
 - Intervention de nuit sur alarmes techniques

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 en formation technique/logistique
Minimum BAC +3

Expériences similaires

- Expérience significative dans des fonctions similaires
- Réelle expérience dans les métiers de l'organisation logistique

Compétences

- Savoir piloter, animer, manager une équipe, rendre compte et assurer le contrôle de la qualité des prestations
- Connaissances techniques en bâtiments
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,
- Savoir s'adapter aux évolutions d'organisation
- Faire preuve de réactivité et être force de propositions
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels)
- Connaître les principes d'imputation budgétaire, les règles et méthodes de la comptabilité publique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 23 novembre 2018

Renseignements sur le poste : Sébastien TAUPIAC, Directeur des finances (sebastien.taupiac@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-097 à :** recrutement@anses.fr

| | |
|--------------------|--|
| Poste à pourvoir | Adjoint au Chef d'unité d'évaluation toxicologie des produits réglementés (H/F) |
| Catégorie d'emploi | Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+ |
| Type de contrat | Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation |
| Localisation | Maisons Alfort (94) |
| Prise de fonction | Dès que possible |
| Rémunération | selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire. |

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Direction de l'évaluation des produits réglementés, (DEPR)
Unité Evaluation Toxicologie des Produits Réglementés

La DEPR a en charge l'évaluation scientifique, des substances et produits phytopharmaceutiques et biocides, des matières fertilisantes et supports de cultures, dans le cadre des autorisations de mise sur le marché. La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. La DEPR intervient également dans son domaine de compétence en réponse aux saisines adressées à l'agence et pilote des études de recherche et développement dédiées à l'amélioration des méthodologies d'évaluation des risques.

Missions / contexte L'Unité Evaluation Toxicologie des Produits Réglementés est chargée de l'évaluation des risques pour l'homme des substances actives phytopharmaceutiques et biocides lors de leur demande d'approbation au niveau européen, ainsi que des produits phytopharmaceutiques, biocides et matières fertilisantes et supports de cultures dans le cadre des autorisations de mise sur le marché.

L'équipe est composée d'1 chef d'unité, de 2 adjoints et de 23 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

L'équipe de direction de l'unité est composée d'un chef d'unité et de deux adjoints. L'adjoint au sein de ce trinôme est sous la responsabilité hiérarchique du chef d'unité. Il participe à la définition des objectifs managériaux et à la construction d'une organisation efficiente. Il est le relai sur l'ensemble de ses enjeux au sein de l'unité : communiquer, organiser, manager les objectifs et l'équipe.

L'adjoint au chef d'unité est garant de la bonne réalisation par l'Anses de l'évaluation scientifique des produits dans le domaine de la toxicologie, ainsi que l'évaluation des substances actives au niveau européen dans ce même domaine. À cette fin, il assure la validation des dossiers et participe au contrôle de la cohérence de l'expertise scientifique conduite par l'Unité et aux échanges avec les collectifs d'experts, dans le respect des procédures de l'Agence. Il contribue à la planification de la charge de travail au sein de l'Unité. Il représente l'Agence dans les réunions scientifiques relatives à l'évaluation des risques au niveau européen (EFSA, ECHA).

Il assure la suppléance du Chef d'unité sur ses missions de management d'équipe et de supervision de l'activité de l'unité.

Activités

- Evaluer dans le temps imparti les données incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures européennes, zonales et nationales pour les approbations de substances actives et les demandes d'AMM.
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des documents guides européens existants et établir sur cette base un rapport de synthèse en français et/ou en anglais dans le domaine de compétence concerné.
- Valider des évaluations réalisées dans l'Unité et contribuer à la préparation des conclusions de l'évaluation.
- Contribuer à la planification des travaux d'évaluation pris en charge par l'Unité
- S'assurer de la mise en œuvre des procédures et référentiels qualité
- Participer aux évolutions scientifiques et réglementaires définies au niveau européen.
- Suppléer le chef d'unité dans les réunions techniques internes ou externes.
- Conjointement avec le chef d'unité, participer à élaborer la stratégie à optimiser l'efficience de l'unité
- Animer et coordonner des groupes de travail
- Par délégation ou suppléance du chef d'unité, assurer le management de tout ou partie de l'équipe, superviser le travail de l'unité.
- Par délégation ou suppléance du chef d'unité, assurer la remontée des informations pertinentes auprès de son encadrement, ainsi que la diffusion des informations nécessaires auprès des équipes.

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 5 à BAC+ 8 MASTER II, DEA ou diplômes d'ingénieur en toxicologie, Pharmacien, Vétérinaire.

Expériences similaires

- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine de la toxicologie des produits chimiques, phytopharmaceutiques ou biocides.
- Une expérience en management d'équipe serait appréciée

Compétences

- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation, respect des délais.
- Capacité à travailler en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.
- Capacité à travailler de façon autonome à partir d'instructions portant sur des objectifs précis.
- Bonne connaissance pratique et réglementaire dans le domaine exercé.
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique.
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).
- Aptitudes au management d'équipe.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 23 novembre 2018

Renseignements sur le poste : Chaouki Zerouala (chaouki.zerouala@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-125 à :** recrutement@anses.fr

| | |
|--------------------|--|
| Poste à pourvoir | Informaticien – analyste programmeur EDI (H/F) |
| Catégorie d'emploi | Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A |
| Type de contrat | Contrat de droit public à durée déterminée de 9 mois |
| Localisation | Lyon (69) |
| Prise de fonction | Dès que possible |
| Rémunération | <i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i> |

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Lyon
Unité Epidémiologie et Appui à la Surveillance (EAS)

L'unité EAS contribue, avec l'unité AVB (Antibiorésistance et Virulence Bactérienne) du Laboratoire Anses de Lyon et l'unité Mycoplasmologie - bactériologie du Laboratoire Anses de Ploufragan-Plouzané, à l'animation du Réseau d'épidémi surveillance de l'antibiorésistance des bactéries pathogènes animales (RESAPATH). Le RESAPATH s'appuie sur plus de 70 laboratoires d'analyses vétérinaires adhérents répartis sur le territoire national. Ces laboratoires identifient des souches bactériennes et testent leur résistance aux antibiotiques, à partir de prélèvements réalisés par des vétérinaires chez des animaux malades (ruminants, volailles, porcs, chiens, chats, chevaux, poissons, etc.). Le réseau réalise un suivi temporel de la résistance aux antibiotiques de ces bactéries et il permet de mener des études approfondies sur les mécanismes de résistance.

Missions / contexte

Les données produites par les laboratoires d'analyses sont envoyées par voie informatique à l'équipe d'animation de l'Anses par chaque laboratoire, sous un

même format mais structurées et codifiées différemment. Elles sont ensuite nettoyées de manière semi-automatique puis intégrées dans une base de données nationale dédiée. Afin d'améliorer le processus d'intégration des données et de répondre à un afflux croissant de données, un outil d'échange de données informatisées (EDI) doit être développé, comprenant une interface grâce à laquelle les laboratoires adhérents pourront transmettre leurs données dans un format standardisé.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de l'unité EAS, et en lien étroit avec l'équipe d'animation du RESAPATH, avec des représentants des laboratoires d'analyses vétérinaires et avec la Direction technique et informatique, l'« informaticien – analyste programmeur EDI » sera en charge d'analyser les besoins et spécifications (cahier des charges) de l'outil d'échange de données informatisées pour le RESAPATH (« EDIR »), de le développer et de le déployer.

- Contribuer à analyser précisément les besoins, les contraintes, les spécifications et les processus à mettre en œuvre pour le développement de l'outil d'échange de données informatisées, en échangeant avec les partenaires et en participant activement à la rédaction du cahier des charges,
- Développer l'outil d'échange de données informatisées (spécifications détaillées, paramétrage et programmation, tests unitaires et tests d'intégration, recette de l'application : plan de test, jeux d'essai, validation),
- Déployer l'outil auprès de certains laboratoires adhérents (premières vagues de déploiement),
- Communiquer avec les laboratoires adhérents, aider à la conception des cahiers des charges à destination de leur personne ressource informatique ou prestataire pour permettre le lien entre leur système d'exploitation et l'outil mis à disposition par le RESAPATH.

Activités

Conditions particulières

/

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Minimum BAC+3 en informatique dans le domaine du développement (Licence, Master 2, DESS, Ingénieur)

Expériences similaires

- Expérience en développement informatique
- Une expérience en développement ou support d'outils d'échange de données informatisées serait appréciée.

Compétences

- Connaissance du développement et de l'exploitation de liens EDI et de flux de données,
- Compétences techniques (langages de programmation, réseaux (client-serveur, protocoles de communication), normes et formats EDI...),
- Bases de données : une connaissance du SQL et de MySQL serait un plus,
- Capacité d'analyse,
- Capacité d'écoute et d'interaction avec de multiples interlocuteurs, y compris non spécialistes en programmation, capacité d'intégration des attentes des interlocuteurs,
- Autonomie, sens de la rigueur, de l'organisation et de la planification, capacité d'adaptation,
- Fortes aptitudes et goût pour le travail en équipe pluridisciplinaire,
- Capacités rédactionnelles en français, aptitudes à la communication orale,
- Dynamisme et force de proposition.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 15 novembre

Renseignements sur le poste : Pascal HENDRIKX, chef de l'unité EAS (pascal.hendrikx@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2018-132 à : recrutement@anses.fr

| | |
|---------------------------|---|
| Poste à pourvoir | Chef de projet AMOA en SI au sein du service des systèmes d'information des produits réglementés (H/F) |
| Catégorie d'emploi | Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A + |
| Type de contrat | Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation |
| Localisation | Maisons-Alfort (94) |
| Prise de fonction | Dès que possible |
| Rémunération | <i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i> |

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Service des systèmes d'information des produits réglementés (SSIPR)

Sous la direction de la directrice générale déléguée aux produits réglementés, le service des systèmes d'information des produits réglementés (SSIPR) assure les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMOA) relatives aux systèmes d'information utilisés par les entités du pôle Produits Réglementés.

Le SSIPR est en charge de la définition et de la mise en œuvre de la stratégie d'évolution et d'optimisation des systèmes d'information des produits réglementés (SIPR), en lien avec la direction technique et informatique (DTI) et les directions métier concernées.

Missions / contexte

Il assure la définition des besoins et le pilotage des projets SI, la continuité de fonctionnement et le support utilisateur sur l'ensemble du parc applicatif des produits réglementés.

Les activités métiers couvrent les champs des médicaments vétérinaires, des intrants du végétal et des biocides, et reposent sur des systèmes d'information complexes.

La maîtrise d'œuvre des systèmes d'information et le pilotage des prestataires informatiques sont assurés par la DTI.

DESCRIPTION DU POSTE

| | |
|---------------------------------|---|
| Missions | <p>Sous la responsabilité du chef du SSIPR (Service des systèmes d'information des produits réglementés), le chef de projet AMOA en SI est responsable sur le terrain de l'obtention, à la fin du projet dont il a la charge, d'un résultat optimal et conforme aux attentes de la maîtrise d'ouvrage, en qualité, coût et délai.</p> <p>Il organise et planifie la réalisation du projet depuis l'étude des besoins jusqu'à la mise en production.</p> <p>Il assure aussi l'administration fonctionnelle des applications, le support utilisateur, et le suivi des demandes d'évolution et de correction d'anomalies.</p> |
| Activités | <p>Le chef de projet AMOA en SI aura pour missions principales :</p> <p>1/ Assistance à maîtrise d'ouvrage</p> <ul style="list-style-type: none">• Recueil des besoins utilisateurs ;• Rédaction des cahiers des charges et autres documents d'un marché public (CCTP...) et analyse des offres des prestataires ;• Validation des livrables documentaires et logiciels ;• Définition du plan de tests, organisation et participation à la recette ;• Assistance à la conduite du changement, à la formation des utilisateurs et au déploiement. <p>2/ Conduite du projet sur le terrain :</p> <ul style="list-style-type: none">• Mise en œuvre des décisions dans le périmètre de responsabilité du Comité de Pilotage Projet• Assurer le pilotage du projet dans le respect des objectifs attendus, de la qualité requise, des coûts et délais fixés. <p>3/ Maintenance applicative :</p> <ul style="list-style-type: none">• Administration fonctionnelle des applications ;• Maintenance applicative et support utilisateur sur les applicatifs métiers du SIPR• Support utilisateur et suivi des demandes d'évolution et de correction d'anomalies |
| Conditions particulières | <p>Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.</p> |

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac+ 4/5 Formation universitaire ou école d'ingénieur spécialisée en informatique

Expériences similaires

- Expérience(s) professionnelle(s) similaire(s) d'au moins 5 ans souhaitée dans un poste équivalent.
- Expérience en AMOA et en pilotage de projets SI.
- Une expérience dans le domaine des produits réglementés, pharmaceutiques et ou phytopharmaceutiques, ou des établissements publics dans le domaine de la santé, serait un plus.
- Une expérience dans les marchés publics serait un plus.

Compétences

- Connaissance du SQL et/ou Business Object est un plus.
- Sens de l'écoute et de la communication, qualités rédactionnelles
- Facilité à travailler en mode projet et en équipe.
- Capacité à organiser la production de livrables dans des délais contraints
- Bon esprit de modélisation, d'analyse et de synthèse

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 23 novembre 2018

Renseignements sur le poste : Hamid AISSAT (hamid.aissat@anses.fr : 01 56 29 16 00)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-134 à : recrutement@anses.fr**



Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement (ASP)

Direction Régionale Auvergne-Rhône-Alpes
Service Général et informatique
Site de Lyon - 45 quai Charles de Gaulle
69064 Lyon cedex 06

Gestionnaire d'application informatique – CIDR (H/F)

| | |
|--|---|
| N° du poste : 18620 | |
| Catégorie : B | |
| Cotation parcours professionnel postes catégorie A : sans objet | Groupe RIFSEEP ASP (filière administrative) : 1 |
| Poste vacant / SREPES | |
| Date limite de candidature : 30 novembre 2018 | |
| Présentation l'environnement professionnel | <p>de L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Au sein de la Direction Régionale Auvergne Rhône-Alpes le service général et informatique est chargé de gérer l'ensemble des fonctions support : ressources humaines, budget, logistique et informatique.</p> |
| Objectifs du poste | La personne recrutée travaillera au sein du service général et informatique. Basée sur le site de Lyon, elle assurera le bon fonctionnement quotidien des applications informatiques de la Direction Régionale. Ces missions sont conduites en lien avec le correspondant sur le site distant et les correspondants adjoints de chaque site. |
| Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter | <ul style="list-style-type: none">- garantit le bon fonctionnement des systèmes locaux et assure la mise en œuvre de l'administration et la sécurité des équipements, en lien avec le CIDR adjoint et les CIDR du site de Clermont-Ferrand ;- administre, suit et assure la maintenance du parc informatique et téléphonique de la Direction ;- assiste les utilisateurs de la direction, en particulier pour l'utilisation des outils informatiques, la résolution des incidents ;- administre et suit les réseaux et systèmes de la Direction ;- assure l'intérim -pour le site de Clermont Ferrand en cas d'absence- du CIDR ou du CIDR adjoint (utilisation de la prise de main à distance, et travail en binômes des informaticiens), et collabore quotidiennement avec le correspondant informatique du site distant ; |

| | <ul style="list-style-type: none"> - Participe à des réunions de travail et/ou de pilotage avec les services du siège, les autres Directions régionales et/ou des partenaires extérieurs dans le domaine des applications informatiques ; - Propose ses services et des actions au sein du groupe Informatique régional ; - Facilite, expertise, rédige les expressions de besoins et les met en œuvre ; - participe à la conduite et à la réalisation des projets spécifiques d'application locale et à leur mise en œuvre ; - conçoit des requêtes pour valoriser les données ; - assure pour son site, en tant que correspondant SSI, que les préconisations définies par le responsable sécurité des systèmes d'information (RSSI) de l'établissement soient appliquées. - assure un appui régulier aux autres activités du service (logistique, suivi des prestataires et travaux du site, réception de commandes notamment). | | | | |
|--|---|------------------|-----------------------|--|---|
| Champ relationnel du poste | <p>Au sein de la direction avec l'ensemble des équipes, avec les collègues du siège ou des autres administrations, avec le Conseil Régional et autres donneurs d'ordres.</p> <p>Au quotidien avec les autres informaticiens de la Direction et de l'Agence.</p> | | | | |
| Compétences liées au poste | <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="text-align: center; width: 50%;">Savoirs :</th><th style="text-align: center; width: 50%;">Savoir-faire :</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="padding: 5px;"> <ul style="list-style-type: none"> - Connaître l'organisation générale des systèmes d'information ; - Maîtriser les différentes applications informatiques ; - Connaître et appliquer les recommandations en matière de contrôle interne et de sécurité des systèmes d'information. </td><td style="padding: 5px;"> <ul style="list-style-type: none"> - Savoir hiérarchiser les priorités et s'organiser - Etre disponible et assurer la continuité de service - Savoir rendre compte - Respect des règles de déontologie, en particulier le devoir de discrétion professionnelle. - Capacité à travailler en équipe. - Aptitude à la conduite de projets et prise d'initiative - Capacités rédactionnelles et expression orale </td></tr> </tbody> </table> | Savoirs : | Savoir-faire : | <ul style="list-style-type: none"> - Connaître l'organisation générale des systèmes d'information ; - Maîtriser les différentes applications informatiques ; - Connaître et appliquer les recommandations en matière de contrôle interne et de sécurité des systèmes d'information. | <ul style="list-style-type: none"> - Savoir hiérarchiser les priorités et s'organiser - Etre disponible et assurer la continuité de service - Savoir rendre compte - Respect des règles de déontologie, en particulier le devoir de discrétion professionnelle. - Capacité à travailler en équipe. - Aptitude à la conduite de projets et prise d'initiative - Capacités rédactionnelles et expression orale |
| Savoirs : | Savoir-faire : | | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> - Connaître l'organisation générale des systèmes d'information ; - Maîtriser les différentes applications informatiques ; - Connaître et appliquer les recommandations en matière de contrôle interne et de sécurité des systèmes d'information. | <ul style="list-style-type: none"> - Savoir hiérarchiser les priorités et s'organiser - Etre disponible et assurer la continuité de service - Savoir rendre compte - Respect des règles de déontologie, en particulier le devoir de discrétion professionnelle. - Capacité à travailler en équipe. - Aptitude à la conduite de projets et prise d'initiative - Capacités rédactionnelles et expression orale | | | | |
| Personnes à contacter | <p>M. Sébastien FERRA, Directeur Régional Auvergne Rhône-Alpes <u>sebastien.ferra@asp-public.fr</u> 04 72 82 21 01</p> <p>M. Régis BECT, Chef du Service Général et Informatique <u>regis.bect@asp-public.fr</u> 04 72 82 21 04</p> <p>Mme Carole BEYSSAC, DRH/SEEC, Conseillère mobilité carrière tel : 05.55.12.00.87 - courriel : <u>mobilite@asp-public.fr</u></p> | | | | |



L'unité prédateurs animaux déprédateurs de
la Direction de la recherche et de l'expertise de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située à Gières (38)



RECRUTE

Secrétaire administratif (ve) (F/H)

L'Unité prédateurs animaux déprédateurs (UPAD) réalise des études principalement sur les petits carnivores (renard, blaireau, mustélidés), les grands carnivores (ours, loup, lynx), un rongeur (castor) et assure des expertises sur différentes espèces de mammifères qui entrent en interaction avec les activités humaines (agricoles, cynégétiques ou touristiques).

Certaines des études de l'Unité s'inscrivent dans des plans d'actions coordonnés et financés en partie par l'Etat (Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire et le cas échéant par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation).

Elle est structurée en trois équipes, chacune en charge des études menées sur une espèce ou un groupe d'espèces. Elle assure l'animation de trois réseaux partenariaux de suivi de l'ONCFS.

Sous l'autorité de la Cheffe de l'Unité PAD le (la) secrétaire administratif (ve) assiste cette dernière dans l'organisation quotidienne de son travail auprès des équipes, dans l'animation, la coordination administrative et assure l'instruction de dossiers financiers de son Unité.

Nature de l'emploi

Poste à pourvoir à compter du 1^{er} février 2019

A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement - Temps plein - Catégorie B.

Profil recherché

Etre titulaire d'un diplôme de minimum niveau IV (BAC).

Connaissance de la comptabilité générale et publique, de la réglementation M9 et des éléments du décret GBCP.

Pratique d'un logiciel de gestion GBCP (gestion budgétaire et comptable publique)

Maitrise et capacité à appliquer les procédures administratives de gestion et maniement aisés des progiciels et outils bureautiques (Word, Excel, Power point).

Connaissances des techniques de communication avec le public et des nouveaux médias.

Anglais courant.

Capacité de rendre compte, d'analyser et de synthétiser (réactionnel et éléments chiffrés dont statistiques administratives se rapportant à l'activité concernée).

Capacité à gérer les priorités et prendre des initiatives.

Fortes capacités de concentration, exigence, méthode et organisation

Aisance relationnelle et sens de la diplomatie.

Activités principales

En relation avec les Services concernés et la Direction des affaires financières :

Coordonner et suivre les dossiers budgétaires et financiers : élaborer les propositions budgétaires de l'UPAD • optimiser la consommation des crédits • négocier avec les prestataires • suivre les conventions • rédiger et suivre les marchés publics.

Coordonner et suivre les dossiers logistiques : analyser, suivre et préparer les demandes de matériels • contribuer à l'évaluation des besoins en vue du lancement de marchés publics • gérer et suivre les commandes des agents de l'Unité • suivre les différents parcs de matériels, les affectations et les travaux.

En relation avec la DRH :

Coordonner et suivre les dossiers relatifs au personnel : suivre le montage des contrats des personnels (titulaires, occasionnels, stagiaires et théâtres) et en assurer le suivi (entretiens professionnels, congés, CET, arrêts maladie, MSA...)

Assurer l'appui à la communication de l'Unité : identifier et mettre en ligne les sujets à faire remonter sur les différents médias de l'ONCFS (journal interne, chaîne YouTube, Facebook) • mettre en ligne les actualités, à jour les pages et contenus et créer des animations dynamiques sur le Site internet de l'ONCFS • rédiger des articles vulgarisés sur les différentes études menées • créer et mettre en ligne des vidéos • assurer la veille de la presse nationale pour faire remonter les erreurs significatives.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste

Mme Murielle GUINOT-GHESTEM, Cheffe de l'Unité PA, par courriel à murielle.guinet-ghostem@oncfs.gouv.fr ou par téléphone au 04.76.89.29.92

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, au plus tard le 21 novembre 2018, - terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé. (Dans le cas d'une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet)

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute pour sa délégation de rivages Outre-mer un chargé de mission aménagement et gestion en Guyane (H/F) (Cayenne)

Poste ouvert :

- aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans) ;
- aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi-statut de l'environnement (Conservatoire du littoral et autres opérateurs de l'environnement).

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, restaure et aménage des espaces du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui 200 000 ha situés sur le littoral, dont environ le tiers en outre-mer. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est de protéger environ 320 000 ha. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les 10 « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et Outre-mer). Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en assurer la gestion.

La délégation Outre-mer, basée en métropole (Paris), coordonne l'action de 6 antennes permanentes situées dans les régions outre-mer. Elle met en œuvre, sous l'autorité de la directrice du Conservatoire, la politique de préservation des rivages de l'outre-mer qui est proposée par les conseils de rivages puis validée par le Conseil d'administration de l'établissement. La délégation Outre-mer anime deux conseils de rivages, l'un pour les rivages français d'Amérique, l'autre pour les rivages de l'Océan Indien, instances composées d'élus des départements, régions ou collectivités uniques.

Contexte du poste

Sous l'autorité du délégué Outre-mer, l'antenne du Conservatoire en Guyane, qui comprend 2 agents permanents et un volontaire en service civique, met en œuvre au niveau local les programmes et les actions qui ont été définis et en réfère de façon permanente au délégué et à son adjoint.

22 sites d'intervention foncière ont été à ce jour validés par le Conseil d'administration du Conservatoire du littoral, dont 20 sites sont d'ores et déjà protégés foncièrement, pour une superficie totale de 48 500 hectares environ. Ces sites présentent une très grande diversité de superficies (de 1 à 20 000 ha) et d'enjeux (allant de sites urbains ou périurbains très fréquentés à des espaces naturels encore très préservés et très peu accessibles).

La gestion des sites du Conservatoire est confiée aux communes ou EPCI (Cayenne, Sinnamary/CCDS, Montsinéry-Tonnégrande), au Parc naturel régional de Guyane et à des associations ou établissements publics (Trésor, Kwata, Sepanguy, Agamis, CNES, APPAAG).

Les aménagements réalisés par le Conservatoire visent à la conservation, la restauration et le partage du patrimoine naturel (mangroves, savanes, marais, avifaune...) et culturel (vestiges amérindiens, anciennes habitations, vestiges de bagnes...). Ils sont réalisés sur un territoire où la population est de plus en plus urbaine et fortement concentrée sur la bande littorale. Ils sont conçus dans le respect du caractère de chaque site, en lien avec les capacités de gestion et d'entretien, et dans un souci de réversibilité.

Description des missions

Sur l'antenne de Guyane :

Sous l'autorité hiérarchique de la responsable de l'antenne de Guyane, le chargé de mission est plus particulièrement chargé des actions suivantes :

- Elaboration des programmes de travaux et d'aménagements pour l'accueil du public ou la préservation des écosystèmes :

Etat des lieux, définition des besoins et conception de projets

Recherche et consultation de prestataires

Mise en œuvre et suivi sur le terrain des travaux, en relation avec les entreprises

Préparation des dossiers techniques et financiers

- Dynamisation et suivi de la gestion des sites :

Développement de partenariats et rédaction de conventions correspondantes

Suivi de l'élaboration des plans de gestion et de leur mise en œuvre

Animation du réseau des gardes du littoral

Organisation des comités de gestion

- Information, communication au public :

Relation avec les structures d'éducation à l'environnement

Mise en œuvre et cadrage des actions de sensibilisation à l'environnement sur les terrains du Conservatoire du littoral

Sur l'ensemble des Rivages français d'Amérique (Antilles et Guyane) :

Sous l'autorité fonctionnelle du délégué adjoint pour les Antilles, le chargé de mission assure un rôle de référent technique dans le domaine de l'aménagement des sites pour les antennes de Guadeloupe, Martinique, Saint-Martin et Guyane.

Il exerce une mission d'animation, de conseil et d'appui dans son domaine de spécialité. A ce titre, il est amené à donner un avis sur les projets définis conjointement, à contribuer à la rédaction des cahiers des charges et à la sélection des prestataires.

Il peut être amené à se déplacer dans les autres antennes pour la mise en œuvre de ces projets.

Il participe aux réseaux nationaux relevant de son domaine de spécialité.

Profil et compétences requises

- Formation dans le domaine du paysage ou de l'ingénierie de l'environnement
- Expérience avérée en aménagement de sites naturels en tant que maître d'ouvrage ou maître d'œuvre
- Connaissances en matière de conservation du patrimoine bâti appréciées
- Expérience professionnelle en contexte tropical et ultra-marin appréciée
- Capacité rédactionnelle et de synthèse
- Esprit d'initiative et d'autonomie
- Capacité d'animation et de concertation
- Maîtrise des logiciels bureautiques et SIG

Le chargé de mission intervient sur tout le territoire de la bande littorale de Guyane et peut être amené à réaliser des missions d'expertise et d'appui auprès des antennes de Guadeloupe, Martinique et Saint-Martin.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A à temps complet.

Ce poste est ouvert :

- aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans) ;
- aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi-statut de l'environnement (Conservatoire du littoral et autres opérateurs de l'environnement)

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Résidence administrative à l'antenne du Conservatoire du littoral en Guyane (Cayenne).
Poste à pourvoir **dès que possible**.

Renseignements et dépôt des candidatures

Les candidatures (lettre de motivation, CV et références de réalisation) sont à adresser **au plus tard le 11 décembre 2018** :

Soit par courrier :

Madame la directrice du Conservatoire du littoral,
A l'attention du service des ressources humaines,
Corderie Royale – CS 10137 – 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :

www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique : offres d'emplois

Renseignements sur poste (aucune candidature ne doit être envoyée à ces adresses) :

Catherine CORLET, responsable de l'antenne de Guyane, Tel. 05 94 28 72 81
c.corlet@conservatoire-du-littoral.fr

Alain BRONDEAU, délégué Outre-mer, Tel. 01 44 63 56 72
a.brondeau@conservatoire-du-littoral.fr



Chargé(e) de mission animation du Grand Tour des Ecrins

- Contrat à durée déterminé uniquement -



Contexte

Dans le cadre de son action en matière d'écotourisme et en application de sa charte constitutive, le Parc national des Écrins (05 et 38) pilote un programme de développement et de valorisation de l'itinérance douce depuis 2016. Sur la période 2016-2017, le Parc et les acteurs socio-professionnels ont construit l'offre d'itinérance « Grand Tour des Ecrins » autour du GR 54 et sur quelques balcons (Tour du Combeynot, Tour du Vieux Chaillol, Tour du Taillefer, Tour de la Bérarde). Pour 2018-2020, l'objectif est d'étoffer l'offre d'itinérance sur les Balcons des Ecrins (itinéraires pédestres, VTT, trails, randonnées équestres) et sur certains itinéraires d'alpinisme et de la rendre plus accessible grâce à des outils plus performants (innovations digitales, réseau Pros, services, communication...).

Pour l'accompagner dans la mise en œuvre du programme le Parc national recrute un(e) chargé(e) de mission par voie de CDD. Il/Elle aura pour missions principales d'œuvrer à la définition d'offres d'itinérances avec les Espaces Valléens (Balcons des Ecrins) et à l'animation du réseau des professionnels du Grand Tour des Ecrins. Le poste sera basé dans les locaux du Parc national à Gap et l'agent sera situé au sein du service Accueil-Communication en collaboration étroite avec les acteurs du territoires. Le Parc national est à cheval sur l'Isère et les Hautes-Alpes et il s'organise en quatre secteurs, comportant chacun une équipe de terrain décentralisée.

Missions principales

Accompagnement du collectif d'acteurs et coordination opérationnelle :

- Préparation, co-animation et secrétariat des réunions des groupes de pilotages : comités de pilotage, ateliers avec les Espaces Valléens, socioprofessionnels, ...
- Accompagner les communautés de communes/Espaces Valléens dans le développement de l'offre d'itinérance sur leur territoire (valorisation des réseaux PDIPR, amélioration qualitative des réseaux, produits packagés, rédaction de Road Books, etc.).

Qualification des itinérances sur les balcons des Écrins et développement d'offres en alpinisme :

- Piloter la mission d'assistance à la structuration d'itinérances en alpinisme en lien avec les acteurs de l'alpinisme (Cie des Guides Oisans-Ecrins, collectivités, OTI, etc.).
- Étudier et mettre en œuvre de nouveaux Balcons des Écrins avec un élargissement de la gamme d'activités (Grand Tour des Ecrins à VTT, équestres, trail, etc.).
- Cordonner la réalisation des fiches produits des itinéraires (road book, traces, images, etc.).
- Tenir à jour la base de données et la cartographie du réseau d'itinérance, via Geotrek.
- Appui à la formalisation du réseau Pros autour de l'outil de réservation et d'actions de promotion.
- Mobiliser les hébergements pour dynamiser la mise en marché des itinéraires et séjours à travers l'outil de réservation (avec les OTI et l'ADDET 05).
- Impulser la montée en puissance des services (grilles VDA, transports, valorisation des patrimoines...) pour les clientèles en accompagnant les professionnels (hébergeurs, agences, etc.).
- Accompagner des agences et TO pour proposer de nouveaux séjours packagés qualifiés aux standards du Contrat de Destination Voyage dans les Alpes et de l'Esprit Parc national.

Dynamisation de la notoriété des itinéraires/séjours du massif et sensibilisation des clientèles autour de la marque collective Grand Tour des Écrins :

- Pilotage des éditions du Grand Tour des Écrins avec les OT et les pros (cartes, flyers, posters, etc.)
- Diffusion des outils de communication chez les hébergeurs et dans les Offices de Tourisme pour concourir à la notoriété de la marque et des produits auprès de leurs visiteurs (panonceaux, édition, etc.)
- Coordination de reportages photos et de vidéos sur les activités et les paysages emblématiques sur les nouveaux itinéraires et l'alpinisme.
- Participation aux relations avec les médias (papiers et numériques).
- Mise à jour du portail www.grand-tour-ecrins.fr
- Animation d'une page Facebook pour accroître la notoriété et à constituer une communauté d'utilisateurs.
- Organisation de la présence à des salons en lien avec les OT/ADT et des socioprofessionnels (Lyon, etc.).

Suivi-évaluation du projet :

- Assurer le reporting des actions du programme (bilans, compte rendu d'exécution, financeurs, etc.)
- Collecte et analyse des indicateurs existants (écocompteurs, ventes de topo, nuitées en refuges, etc.)
- Réalisation d'enquêtes de conjoncture hébergeurs et de connaissance des clientèles
- Analyse des données de fréquentation du site web et de la page Facebook

Profil et connaissances requises

Formation supérieure (mini Bac +5) en tourisme, marketing, développement local, sports de nature.

Bonne connaissance des domaines : Offices de tourisme, collectivités, randonnée, et de l'itinérance.

Connaissance des marchés publics et notions d'ingénierie financière.

Capacité rédactionnelle et maîtrise des outils informatiques, base de données numériques (APIDAE, Geotrek, place de marché, etc.) et cartographiques (SIG).

Expérience souhaitée dans le pilotage d'une action autour de la randonnée et de projets en lien avec plusieurs partenaires dont des professionnels du tourisme (hébergeurs, réceptifs, AEM, etc.)

Connaissance en marketing touristique et techniques de commercialisation

Pratique de la chaîne de travail de l'édition et du web.

Sensibilité aux patrimoines, espaces protégés et aux enjeux environnementaux

Savoir-être :

Qualités relationnelles et diplomatie. Autonomie sens des responsabilités et de l'organisation

Aptitude pour le travail en équipe et à être force de proposition pour la mise en place de nouveaux projets

Conditions

CDD d'un an, pouvant être renouvelé 2 fois (sous réserve de la perception de la part des subventions annuelles 2020 et 2021).

Expérience requise : 5 ans minimum

Permis B et véhicule indispensables. L'agent pourra utiliser les véhicules de services pour les déplacements professionnels.

**CV et lettre de motivation à adresser pour le 3 décembre 2018 à 12 h au plus tard à
arnaud.vaissaire@ecrins-parcnational.fr**

Prise de poste en février ou mars 2019

Renseignements complémentaires :

Pierrick NAVIZET

pierrick.navizet@ecrins-parcnational.fr

Chargé de mission éco-tourisme et marque

Tél : 04 92 40 20 10

grand-tour-ecrins.fr



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



cget

Projet financé avec le concours de la Région Sud, de l'État avec le Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire (FNADT) et de l'Union Européenne. L'Europe s'engage sur le Massif Alpin avec le Fonds Européen de Développement Régional.